

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES  
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION



Soixante-deuxième session du Comité permanent  
Genève (Suisse), 23 – 27 juillet 2012

Questions administratives

Questions financières

ACCES AUX FINANCES, Y COMPRIS AU FINANCEMENT PAR LE FEM

1. Le présent document a été préparé par le président du groupe de travail sur l'accès aux finances du Sous-comité des finances et du budget en collaboration avec la *Innovative Finance Foundation* et le Secrétariat CITES.<sup>1</sup>

Contexte

2. Dans la décision 15.20 (*Financement des projets liés à la conservation et à la gestion d'espèces*) adoptée à sa 15<sup>e</sup> session, (CoP15, Doha, 2010), la Conférence des Parties demande que le Secrétariat :
  - a) *en coopération avec les institutions financières internationales et les donateurs potentiels, envisage comment mettre en place des moyens pour assurer un financement pour appuyer la mise à disposition d'une assistance technique aux Parties à la CITES concernant la réglementation du commerce d'espèces sauvages (y compris des études de population sur lesquelles fonder des programmes de gestion); et*
  - b) *soumet[te] un rapport sur ses conclusions et ses recommandations à la 16<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties.*
3. Le Secrétariat a présenté le document SC61 Doc. 16 sur l'Accès aux finances, y compris au financement par le FEM<sup>2</sup> à la 61<sup>e</sup> session du Comité permanent (Genève, août 2011).
4. Dans ce document-là, le Secrétariat présente une synthèse de la situation actuelle du financement de la CITES et souligne le fait qu'aucun mécanisme de financement n'aidait les Parties à mettre en place leurs engagements au titre de la Convention. Ce document décrit brièvement les mécanismes de financement existants, tels que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), l'utilité de ces mécanismes, les modalités permettant à la CITES d'y participer, et les capacités de ces mécanismes à soutenir la conservation des espèces inscrites dans la CITES. Il y est également question des opportunités et des défis inhérents à l'accès à ces mécanismes de financement et aux autres méthodes de financement innovant appropriées.
5. À sa 61<sup>e</sup> session, le Comité permanent a prié le Sous-comité des finances et du budget de créer un groupe de travail intersessions sur l'« accès aux finances, y compris au financement par le FEM ». Les membres de ce groupe sont des représentants des Parties et ont été priés de faire rapport à la présente session sur les conclusions de leurs délibérations.

<sup>1</sup> Les appellations géographiques employées dans ce document n'impliquent de la part du Secrétariat CITES ou du Programme des Nations Unies pour l'environnement aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires ou zones, ni quant à leurs frontières ou limites. La responsabilité du contenu du document incombe exclusivement à son auteur.

<sup>2</sup> Voir <http://www.cites.org/fra/com/SC/61/F61-16.pdf>.

6. Le groupe intersessions, qui a travaillé par voie électronique, est arrivé à la conclusion qu'il devait tirer parti de l'énorme et riche réserve d'expériences et d'idées des Parties, et il a mis au point un questionnaire pour recueillir leurs contributions.
7. Avec la notification aux Parties No. 2012/017 du 2 mars 2012, le Secrétariat a publié ce questionnaire sur l'*Accès aux finances, y compris au financement par le FEM* pour les Parties à la CITES. La date limite de réponse à ce questionnaire avait été fixée au 31 mars 2012.
8. Comme le nombre de questionnaires remplis reçus au 31 mars 2012 ne permettait pas de tirer des conclusions valables, le Secrétariat a, après avoir consulté le président du Sous-comité des finances et du budget, publié la notification aux Parties No. 2012/037 du 1 mai 2012 pour repousser au 11 mai 2012 la date limite de renvoi des questionnaires.
9. Trente-quatre Parties ont renvoyé un questionnaire rempli. Même si le nombre de ces questionnaires est inférieur à ce que l'on attendait, l'analyse des réponses met en évidence certaines tendances pour une action future possible. Cette analyse fait l'objet de l'annexe I du présent document et donne des précisions sur la manière dont les Parties ont répondu aux différentes questions.

#### Financement innovant

10. En outre, le Secrétaire général de la CITES et le président de la *Innovative Finance Foundation*, M. Robert Filipp, ont annoncé le 9 février 2012 le début d'une collaboration pour mettre au point des activités de financement innovant avec la participation des partenaires de l'industrie et de la finance. Le Secrétariat a conclu un accord de financement de petite envergure avec cette Fondation, financé par des fonds extérieurs provenant d'un donateur privé, en vue de dresser les grandes lignes des éléments rationnels méthodiques éventuels d'un portefeuille de financement innovant destiné à appuyer les objectifs de la CITES. L'annexe 2 du présent document donne une étude de faisabilité du financement innovant pour la mise en œuvre de la CITES préparée par cette Fondation aux fins de son examen par le Comité permanent.

#### Le FEM a approuvé un projet lié à la CITES pour le renforcement des capacités en criminalistique appliquée aux espèces sauvages en Afrique du Sud

11. Le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a approuvé un projet qui renforcera les capacités en criminalistique appliquée à la lutte contre la criminalité relative aux espèces sauvages en Afrique du Sud. Ce projet de 3 millions de dollars US a été mis au point en collaboration avec le Département des affaires écologiques d'Afrique du Sud et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et avec le soutien du Secrétariat CITES. Ce projet vise à réduire le braconnage du rhinocéros et le commerce illicite de ses cornes, au moyen d'un renforcement des capacités de lutte contre la fraude en Afrique du Sud par l'application de technologies criminalistiques à cette espèce.
12. Le financement du FEM sera employé par le gouvernement sud-africain pour créer un laboratoire de police scientifique spécialisé qui permettra de fournir en temps voulu l'analyse de l'ADN des preuves résultant d'examen de laboratoire pour poursuivre les infractions relatives aux espèces sauvages. Il renforcera également les activités de coordination et de partage de l'information entre toutes les parties concernées par la lutte contre la fraude et la prévention du braconnage dans le pays et dans la sous-région.
13. Le Secrétariat CITES a engagé un consultant pour travailler à l'élaboration de ce projet en étroite collaboration avec le Département des affaires écologiques d'Afrique du Sud, en tant qu'agence exécutante, et le PNUE, en tant qu'agence d'exécution. Cela a été possible grâce à la généreuse contribution financière du gouvernement norvégien. Le Secrétariat CITES souhaite remercier la directrice générale et présidente du Secrétariat du FEM et son personnel du solide appui dont il a bénéficié pendant l'élaboration et l'approbation du projet sur le rhinocéros financé par le FEM.

## Recommandations du président du groupe de travail

14. Le groupe de travail se réunira à nouveau en marge de la présent session, et s'il y a lieu, présentera des recommandations au Comité permanent pour une action future. En attendant, le président du groupe de travail souhaite inviter le Comité permanent à réfléchir sur les points suivants :
- a) le Comité permanent pourrait, en faisant usage des retours d'information fournis par les Parties dans la notification aux Parties No. 2012/037, charger le groupe de travail de mettre au point un ensemble de recommandations à présenter par l'intermédiaire du Sous-comité des finances et du budget aux fins de leur examen et approbation à la 16<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties (CoP16). Cela pourrait comprendre l'adoption d'une résolution par la Conférence des Parties pour demander au FEM de faire office de mécanisme de financement de la CITES et de renforcer son domaine particulier de biodiversité en y intégrant un élément correspondant à une espèce particulière.
  - b) En s'inspirant du document de référence figurant à l'annexe 2, le Comité permanent pourrait souhaiter préciser quels sont les outils financiers les plus prometteurs pour une utilisation dans le contexte de la CITES, et déterminer ensuite dans quelle mesure il souhaite participer à la mise au point de nouvelles mesures destinées à adapter ces outils financiers à la CITES.

Réponses aux notifications aux Parties n° 2012/017 et 2012/037

**Accès aux finances, y compris au financement par le FEM**

**Questionnaire pour les Parties à la CITES**

Résultats de l'enquête

1. Le président souhaite remercier les 34 Parties qui ont renvoyé le questionnaire rempli. Bien que le nombre des réponses ne représente que moins de 20 % des 175 Parties, elles proviennent de toutes les régions de la CITES, comme indiqué ci-dessous :
  - Afrique : Afrique du Sud, Burundi, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Kenya, Madagascar, Mauritanie, République centrafricaine, Sénégal, Swaziland et Togo (11 réponses) ;
  - Asie : Japon, Qatar, République arabe syrienne et Viet Nam (quatre réponses) ;
  - Amérique centrale et du Sud, Caraïbes : Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, Guatemala, Honduras, Pérou et République dominicaine (10 réponses) ;
  - Europe : Arménie, Azerbaïdjan, Grèce, Norvège et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (cinq réponses) ;
  - Amérique du Nord : États-Unis d'Amérique et Mexique (deux réponses) ;
  - Océanie : Australie et Nouvelle-Zélande (deux réponses).

Ce faible taux de réponse peut être compensé en particulier par l'uniformité des contenus de ces réponses. Dans la présente annexe, on trouvera le questionnaire distribué dans la notification aux Parties No. 2012/037 avec les données statistiques des réponses reçues.

2. Bien que le taux de réponse ne soit pas représentatif, un échantillon aléatoire de 34 pays indique des tendances intéressantes en ce qui concerne les quatre principales sections du questionnaire:

a) Vision de la stratégie

Les Parties ont répondu de manière régulière sur la question de savoir si elles considéraient que les 3 objectifs inclus dans le but 2 de la Vision de la stratégie CITES pour 2008 à 2013 avaient été atteints. Environ les deux tiers ont répondu « partiellement » aux objectifs 2.1, 2.2 et 2.3. Tout en reconnaissant que des progrès avaient été accomplis, principalement au niveau international, certaines Parties estimaient que davantage devait être fait. Les sections suivantes de cette enquête ont pour but de détecter les principales lacunes et les points sur lesquels les efforts de collecte de fonds devraient être concentrés en premier.

b) Dans quel domaine un financement additionnel est-il nécessaire (pour le Fonds d'affectation spéciale CITES) pour les activités et actions du Secrétariat et des institutions de la Convention ?

En ce qui concerne la mise en œuvre de la Convention et la lutte contre la fraude (question 2.1), une majorité des Parties a identifié « lutte contre la fraude » comme le domaine prioritaire suivi de « politique et droit » et « science ». Dix-neuf Parties ont répondu qu'il y avait un besoin urgent de financement supplémentaire dans le domaine de la « lutte contre la fraude », 13 Parties ont répondu que « science » constituait un « besoin urgent » et 18 que c'était « nécessaire ». Finalement, alors que 11 Parties ont répondu qu'il y en avait un « besoin urgent » dans le domaine « politique et droit », deux estimaient que ce n'était pas nécessaire.

En ce qui concerne le financement additionnel pour le renforcement des capacités (question 2.2), 32 Parties ont répondu que c'était « nécessaire » ou qu'il y en avait un « besoin urgent » dans le domaine des avis de commerce non préjudiciable et 29 ont répondu que pour ce qui est de la CITES et des moyens d'existence c'était « nécessaire » ou qu'il y en avait un « besoin urgent ».

Toutefois, dans d'autres domaines de renforcement des capacités, les tendances étaient moins marquées. Pour ce qui concerne la « délivrance des permis », 21 Parties considéraient que c'était nécessaire, ou qu'il y en avait un « besoin urgent », mais 11 estimaient que ce n'était « pas

nécessaire ». S'agissant du renforcement des capacités pour les « obligations de rapport », il y avait un partage entre 10 répondants y voyant un « besoin urgent », 11 autres, une nécessité, mais 11 encore, aucune nécessité. Ici encore, s'agissant de l' « élaboration d'une législation nationale efficace », 14 Parties estimaient qu'il y avait un « besoin urgent » de financement additionnel du renforcement des capacités, 12 pensaient que c'était nécessaire alors que sept n'y voyaient aucune nécessité.

c) Comment peut-on générer un financement additionnel ?

S'agissant des moyens de générer un financement additionnel, 13 Parties étaient en faveur d'une augmentation des contributions au Fonds d'affectation spéciale (question 3.1), aussi bien de la part des pays développés que des pays en développement, alors que 18 Parties n'étaient pas favorables à cette option, et que trois n'ont pas répondu.

De plus, il était très clair que les Parties répondantes pensaient que des contributions supplémentaires volontaires devaient provenir d'organisations privées non gouvernementales et d'autres donateurs (question 3.2), avec 32 réponses favorables, soit le taux le plus élevé de toutes les réponses données.

D'autres mécanismes de recouvrement des coûts ont été envisagés (question 3.3) et 22 Parties (65 % des répondants) étaient favorables à une utilisation de la délivrance de permis et certificats par les organes de gestion, tandis que 23 étaient pour l'utilisation de l'enregistrement d'établissements d'élevage en captivité et de pépinières (68 %). Toutefois, 23 réponses (68 %) étaient opposées à la facturation de l'accès aux bases de données, des outils en ligne et des manuels de formation CITES, et d'autres services (services de lutte contre la fraude, services scientifiques, etc.).

Les Parties répondantes étaient nettement favorables (26 réponses affirmatives) à la possibilité d'envisager d'autres mécanismes de financement traditionnels, récents et innovants, mais partagées (24 % oui, 41 % non) lorsqu'il s'agissait d'envisager de soutenir le Secrétariat en détachant du personnel gratuitement ou par d'autres moyens, 35 % choisissant de ne pas répondre à cette question. Étant donné le taux de non réponses, il est possible que la formulation de cette question n'ait pas été claire, comme l'ont fait observer plusieurs Parties.

d) Désignation d'un mécanisme de financement

L'absence d'un mécanisme de financement capable d'apporter un soutien financier aux Parties pour l'application de la Convention a été nettement reconnu, et 85 % des répondants estimaient qu'il devrait y avoir un ou plusieurs de ces mécanismes désignés pour le financement de la CITES (question 4.1).

Les Parties répondant à la question 4.2 ne savaient pas si de tels mécanisme de financement devaient être indépendants ou non (32% oui, 29% non, 38% sans réponse). Certaines Parties ont suggéré qu'un instrument semblable au Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal était une possibilité à explorer, alors que d'autres demandaient davantage de précisions sur les conséquences de la création d'un mécanisme indépendant.

En ce qui concerne les mécanismes de financement existants, tels que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), 26 Parties (76 %) étaient favorables à l'utilisation du FEM pour les activités d'application de la CITES (question 4.3). Les options, à savoir faire du FEM le mécanisme de financement de la CITES en demandant au Conseil du FEM et à l'assemblée du FEM de modifier cet instrument, ou renforcer l'intérêt du FEM pour la biodiversité en intégrant un élément concernant les espèces, ont été bien accueillies en général (respectivement 76 % oui, 12 % non, 12 % sans réponse, et 74 % oui, 3 % non, 24 % sans réponse). Toutefois, la grande différence entre la nature des moyens de ces deux options ne permet pas de décider si des travaux complémentaires devaient porter uniquement sur une option. Il a été recommandé que le Comité permanent charge le Secrétariat de mettre au point un document contenant notamment une proposition visant à faire du FEM le mécanisme de financement de la CITES, en vue de son examen à la 16<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties

e) Observations ou suggestions d'ordre général

Les Parties ont apprécié les efforts nécessaires à la réalisation de cette enquête sur l'accès aux finances, et ont demandé une formation et des directives en vue de mobiliser au niveau national les ressources destinées aux projets portant sur des espèces précises. Elles ont pris note avec une satisfaction particulière des efforts visant à rechercher d'autres méthodes de financement récentes et innovantes. Il a aussi été suggéré de charger le Secrétariat d'envoyer une notification lançant un appel général pour que du personnel soit détaché afin d'apporter une aide au Secrétariat CITES.

## Accès aux finances, y compris au financement par le FEM

### Questionnaire adressé aux Parties à la CITES (34 réponses)

#### 1. Vision de la stratégie

Le but 2 de la *Vision de la stratégie CITES pour 2008 à 2013* contenue dans la résolution Conf. 14.2 est le suivant "Assurer les ressources financières et les moyens financiers nécessaires pour le fonctionnement et la mise en œuvre de la Convention". La Vision de la stratégie identifie trois objectifs à réaliser dans le cadre de ce but:

Objectif 2.1: *Les moyens financiers sont suffisants pour garantir le bon fonctionnement de la Convention.*

Objectif 2.2: *Des ressources suffisantes sont obtenues au niveau national/international pour garantir le respect et l'application de la Convention et la lutte contre la fraude.*

Objectif 2.3: *Des ressources suffisantes sont obtenues au niveau national/international pour réaliser des programmes de renforcement des capacités.*

#### A votre avis, le but 2 de la Vision de la stratégie a-t-il été atteint avant la fin de 2011:

Objectif 2.1                      1 entièrement              23 partiellement              8 pas du tout              2 pas de réponse

Objectif 2.2                      1 entièrement              24 partiellement              7 pas du tout              2 pas de réponse

Objectif 2.3                      0 entièrement              22 partiellement              11 pas du tout              1 pas de réponse

#### 2. Dans quel domaine un financement additionnel est-il nécessaire (pour le Fonds d'affectation spéciale CITES) pour les activités et actions du Secrétariat et des institutions de la Convention?

2.1 Mise en œuvre de la Convention et lutte contre la fraude par un appui aux Parties dans les domaines suivants:

a) Science                      13 besoin urgent              20 nécessaire              0 pas nécessaire              1 pas de réponse

b) Politique et droit              11 besoin urgent              20 nécessaire              2 pas nécessaire              1 pas de réponse

c) Lutte contre la fraude              19 besoin urgent              14 nécessaire              0 pas nécessaire              1 pas de réponse

2.2 Renforcement des capacités pour:

d) Avis de commerce non préjudiciable              19 besoin urgent              13 nécessaire              1 pas nécessaire              1 pas de réponse

e) Délivrance de permis              7 besoin urgent              14 nécessaire              11 pas nécessaire              2 pas de réponse

f) Obligations de rapport              10 besoin urgent              11 nécessaire              11 pas nécessaire              2 pas de réponse

g) La CITES et les moyens d'existence              6 besoin urgent              23 nécessaire              3 pas nécessaire              2 pas de réponse

h) Elaboration d'une législation nationale efficace              14 besoin urgent              12 nécessaire              7 pas nécessaire              1 pas de réponse

#### 3. Comment peut-on générer un financement additionnel?

3.1 Par des contributions accrues des Parties au Fonds d'affectation spéciale CITES?

13 oui              18 non              3 pas de réponse

3.2 Par des contributions volontaires additionnelles d'organisations non gouvernementales et autres donateurs au Fonds d'affectation spéciale CITES?

32 oui      0 non      2 pas de réponse

3.3 Par des mécanismes de recouvrement des coûts pour les services fournis par les organes de gestion CITES, autorités scientifiques CITES et/ou le Secrétariat CITES?

A. Délivrance de permis et de certificats

22 oui      8 non      4 pas de réponse

B. Enregistrement d'établissements d'élevage en captivité et de pépinières

23 oui      4 non      7 pas de réponse

C. Accès aux bases de données, outils en ligne et matériel de formation CITES

7 oui      23 non      4 pas de réponse

D. Autres services (p. ex., services scientifiques ou de lutte contre la fraude)

10 oui      19 non      5 pas de réponse

3.4 La Conférence des Parties devrait-elle envisager d'autres mécanismes de financement traditionnels, émergents et novateurs comme ceux dont il est question dans le document SC61 Doc. 16?

26 oui      1 non      7 pas de réponse

3.5 Pourriez-vous envisager de soutenir le Secrétariat en détachant gratuitement du personnel ou par d'autres formes de contribution en nature?

8 oui      14 non      12 pas de réponse

#### **4. Désignation d'un mécanisme de financement**

4.1 Faudrait-il désigner un ou plusieurs mécanismes de financement pour la CITES?

29 oui      2 non      3 pas de réponse

4.2 Un mécanisme indépendant devrait-il être établi?

11 oui      10 non      13 pas de réponse

4.3 Des mécanismes internationaux existants comme le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) devraient-ils être utilisés?

26 oui      3 non      5 pas de réponse

a) La Conférence des Parties devrait-elle envisager de faire du FEM le mécanisme de financement de la CITES en demandant au Conseil du FEM et à l'Assemblée du FEM d'amender cet instrument?

26 oui      4 non      4 pas de réponse

b) La Conférence des Parties devrait-elle demander au Conseil du FEM et à l'Assemblée du FEM de renforcer l'intérêt du FEM pour la biodiversité en intégrant un élément concernant les espèces ([http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/document/GEF-5 Bio strategy.pdf](http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/document/GEF-5_Bio_strategy.pdf))?

25 oui      1 non      8 pas de réponse

#### **5. Avez-vous d'autres observations ou d'autres suggestions à faire?**



## Innovative Financing for CITES Implementation<sup>3</sup> (Feasibility study)

---

<sup>3</sup> **Acknowledgement and disclaimer**

\* *This draft paper was prepared for the CITES Secretariat by Innovative Finance Foundation and includes contributions from the CITES Secretariat. Any opinions expressed in this draft are those of the author and do not necessarily reflect the views of the CITES Secretariat.*

## 1. Background

In the face of diminishing supply (and growing demand) for Official Development Assistance (ODA), innovative financing<sup>4</sup> has become the “flavor of the day”. While there are, according to some accounts, over 90 innovative financing activities underway worldwide, very few directly address the inevitable changes in governmental priorities, the changing stakeholders, the growing complexity of environmental challenges and long-term funding requirements. Many multilateral organizations including the OECD, the World Bank and UNESCO have become increasingly active in innovative finance. But innovative finance is no panacea – it is nascent and complex and there are few examples of successfully implemented initiatives, most of these being in health.

Regarding innovative finance opportunities for CITES, the Standing Committee considered document SC61 Doc. 16 entitled “Access to Finance” during its meeting from 15-19 August 2011. The paper contained references to innovative financing and a first general presentation explaining what innovative financing is and how it has been used to-date in other sectors was made on 17 August 2011 to interested Parties. Subsequently, the Standing Committee requested the Secretariat to further explore concrete innovative financing options. In February 2012, the Secretariat announced collaboration with the Innovative Finance Foundation to that end, which as a first step included a feasibility study on the potential components of an innovative finance portfolio for CITES implementation.

By “CITES implementation”, we understand some key themes that have been identified as potential areas where innovative finance could have the potential to:

- Improve country-level capacity needed for making “Non-Detriment Findings” (NDFs)
- Improve traceability of species and products from source to end user to make international trade more compliant and enforceable
- Apply sustainable financing solutions to some of the key problem areas of international trade in wild fauna and flora
- Involve the private sector, both in financing and in implementation

Based on initial research and stakeholder consultations, we present an analysis and reflection focused on concrete innovative finance initiatives and vehicles that are ready for implementation as part of a CITES-linked innovative finance portfolio.

The general steps involved in creating a CITES-linked innovative finance portfolio are as follows:

### √ Stage I (Feasibility)

- Initial analysis, stakeholder discussions and investment research in order to finalize a portfolio of innovative finance initiatives.

Completed with this paper and the high-level consultation organized by CITES and Innovative Finance Foundation on the occasion of the margins of the present meeting.

### Stage II (Building the Innovative Finance Portfolio)

- Following a decision to go ahead with an initiative, the following activities would need to be undertaken (some steps may be added/removed for certain initiatives):
  - Design and structuring
  - Development of transaction flow
  - Meetings with potential public and private finance partners
  - Meetings with potential industrial partners
  - Discussions with seed investors, government sponsored and Sovereign Wealth Funds
  - Legal and financial work
  - Documentation

---

<sup>4</sup> The 2002 Monterrey International Conference on Financing for Development heralded a series of initiatives aimed at providing additional, complementary, sustainable and effective funding for health and development. These innovative financing activities, outside the traditional ambit of governmental and multilateral funding, are garnering interest and enthusiastic support, especially in the light of the success of IFFIm (The International Finance Facility for Immunization), UNITAID, the GAVI Alliance, Advanced Market Commitments and Debt2Health and the establishment of The Leading Group on Innovative Financing for Development.

- o Pitch book and related presentations

### Stage III (Implementation through Marketing and Investment)

- Each vehicle will have go-no go decisions, following which the fundraising and full promotional campaign would be undertaken. This will be followed by launch, implementation and evaluation of the conditions of each vehicle.

## **2. Some observations regarding the role of CITES in innovative financing**

Innovative financing involves a range of partners from industry, the investment community, governments and the financial sector. The role of CITES would be limited to providing technical information, mobilizing existing networks and the use of its brand (logo) under specific terms and conditions that ensure best possible risk-mitigation for CITES.

Given that innovative financing collaborations/products are targeted at CITES supporters in the private sector including industry, investors (which can include government-sponsored funds) and the financial sector, it is not strictly required that the Secretariat CITES, the Parties through the CITES management authorities be formally engaged in any of the products that may be structured.

The minimum requirements for CITES are:

- Continue to work in a collaborative manner on the structuring of the portfolio;
- Continue to provide insights, expertise and share information;
- Provide CITES brand (logo) where appropriate and necessary and with the appropriate protections;
- Participate in the board that decides how the money is allocated.

Above and beyond the minimum requirements, Parties and the Secretariat CITES are at liberty to decide their degree of engagement based on their own criteria where appropriate. For example, the Secretariat CITES or a Party could take a role as a general partner in a fund or nominate an observer to represent CITES on a fund board. During the early-stage stakeholder discussions, a few Parties both from developed and developing countries expressed interest to become involved in pilot projects related to the innovative finance portfolio. From our standpoint, this is highly desirable and would be greatly welcomed.

## **3. Recommended innovative finance portfolio components**

Based on our initial research and stakeholder discussions, we believe that innovative financing presents opportunities, not only to garner additional funding but also to enhance the relationship with existing and new donors and the private sector, develop effective public-private partnerships and to support new solutions that can be tested at country level. For example, we found a great deal of interest and support for conservation and sustainable use of wild fauna and flora among technology entrepreneurs in the United States. We also found interest among philanthropy investors and government-linked funds in Europe.

Having reflected on the achievements and constraints of CITES, we consider that any optimal innovative finance solution in the protection of wild fauna and flora would ideally combine both financial innovation and innovation in “doing the CITES business”. We believe that the success of innovative financing will be greater the closer the alignment between investor goals and environmental outcomes.

Based on the best match possible between financial innovation, potential capital sources and the key themes/challenges for CITES, we outline the elements we consider suitable for an innovative finance portfolio for CITES implementation:

- a) *Alternative Assets*: This involves the launch of a **private equity fund** based on the innovative financing paradigm of “finding the investible attributes of a good cause and doing good at no penalty to the investor”. The fund would leverage the considerable goodwill of potential investors and new business opportunities created through cutting-edge technology applications and devices for industry, consumers and the CITES authorities.
- b) *Financial Markets*: This involves a CITES-linked index and a partnership with a financial institution to issue an exchange traded fund (ETF) based on the index and traded on the public markets. This proposal is based on the proven concept (Dow Jones Global Fund Index and the Deutsche Bank Global Fund

Supporters ETF) that makes it possible to leverage corporate support and the power of the public markets to generate new, long-term revenues for CITES implementation.

- c) *Corporate Social Responsibility*: This involves a program that leverages the direct relevance of CITES to enterprises that operate in domains linked to CITES-listed species such as the luxury goods industry. The principle driving these partnerships is a “win-win”, where the private sector gains in areas such as enhanced reputation/market access/brand building and where the besides generating a revenue stream for CITES, the collaboration advances the CITES mission. Funding from product marketing partnerships could be earmarked for capacity building in the area of NDFs and for the virtual college (see [www.joinred.com](http://www.joinred.com) for best-in-class example of a marketing campaign partnership).

Below, we describe in more detail the different options; we explain the rationale for including them in the innovative finance portfolio and set out some of the next steps that would be necessary to implement them.

#### A. Alternative Assets: The CITES Technology and Innovation Fund

Private equity is an umbrella term for an alternative asset class where investors (limited partners) pool their money in a partnership that invests in companies, buy-outs and similar ventures. Capital for private equity is raised mainly from retail and institutional investors (governments and multi-laterals can also sponsor developmental funds), and can be used to fund new technologies, expand working capital within an owned company, make acquisitions, or to strengthen a balance sheet. Private equity investments often demand long holding periods to allow for company growth or a liquidity event such as an IPO or sale to a public company. The attraction of a private equity fund is the potential for substantial long-term gains.

A private equity fund is generally set up as a limited partnership, with a private equity firm as the general partner and the investors as limited partners. Private equity firms typically charge substantial fees for participating in the partnership and tend to specialize in a particular type of investment. Such a specialization can be in private equity impact investing - a strategy to generate both social value and financial returns. Impact investing generates measurable financial as well as social or environmental returns beyond comparable industry standard investments. Generally, impact investors are prepared to accept below market return or underperformance to support a social cause.

It is against this backdrop that CITES could explore the role of a private equity fund. Innovative Finance Foundation initial research shows that there is indeed a reservoir of strong support in the broader technology investment community for environmental issues and species protection in particular. Technology entrepreneurs are already heavily implicated in specific causes (such as the protection of turtles, rainforest protection, tiger and other wildlife project in Africa) and could definitely constitute a solid base upon which an enforcement investment fund could be structured.

Such a fund could also bring together Parties, “clients” and partners (e.g. luxury goods companies), governments, IGOs and NGOs in conservation and species protection for projects where a combination of equipment and software can advance the CITES objectives related to the control of international trade in listed species including improving enforcement through training and education. The fund could also engage in impact investing (the globally fast growing new asset class). Impact investing is a lucrative sector, in which operating margins are generally high. For example, Rockefeller Foundation and JP Morgan estimate that investing in social infrastructure (health, education, water and housing) and the environment in regions such as Africa will match or exceed traditional private equity returns.

A CITES-linked private equity fund would be based on a range of promising technological options; where the opportunities exist to either improve existing approaches (such as forensic technologies, e.g. DNA identification) in terms of efficiency, usability, portability and data integration or where proven technologies can be deployed for enforcement and consumer education mainly at a country-level (identification and matching technologies) or educational and informational approaches developed for the general public or enforcement professionals (“apps” and database technologies). It is vital that for each technology option, a clear business case be developed in terms of return on investment and real impact in terms of advancing the mission and objectives of CITES. The table below provides a general overview of potential avenues worthy of exploration:

Table 1: Technologies and their applications within the CITES context

Technology	Business opportunity for the Fund
DNA technologies – there is a growing amount of activity in the applications of DNA (including molecular genetics) for CITES species. DNA technologies can be applied for species identification and also for matching species (forensic databases).	Miniaturization and portability – ensuring rapid identification through “laboratory on a chip” technologies – the medical analogy is in the advances in “point of care” diagnostics and in the case of species protection, this could be called <b>“point of control?” technologies.</b>
Professional mobile information applications – wildlife trade management and related law enforcement requires access to considerable information (large number of species, complex regulatory environment, identification challenges etc.)	Applications that are available on mobile devices to support implementation and enforcement – that have educational and informational components. The aim is to make currently available information accessible to enforcement personnel in an accessible, usable and rapid manner.
Applications for the general public – remedying the current paucity of information on species protection that is easily accessible to the public.	An example could be an “app” that permits an individual to rapidly identify if a particular food emanates from a CITES-listed species through a combination of geo-localization, image recognition and expert database systems.
Optical recognition and database matching technologies for legal use of specimens of CITES-listed species such as reptile skins.	Technologies that scan and digitize legally harvested skins and a database that permits the verification that derivative products (such as watch straps) do indeed emanate from a particular legal skin.
Sound recognition technologies and associated databases – analogous to popular applications that permit matching a short clip of music to the full piece of music.	Point of control technologies permitting identification of for example, birds or other animals based on their particular calls (this technology is already under development at the University of Wisconsin, Madison, USA)
Individual living specimens matching technologies for legal trade enforcement – analogous to a range of technologies for identification of humans related to security and border control	Iris scanning technologies – well advanced in terms of portability, sensitivity and specificity could possibly be applied to identifying live animals at various points of international export chain.
Optical recognition of species based on unique features	For example, every coral has a particular shape and possibly unique micro-structure and this could be used to establish a database related to identification for legal export.
Laser technologies – including optical coherence tomography. Portable devices that can provide ultra-high definition imagery.	Applications in terms of matching, but also for aging biological materials (for example rhino horns and ivory)
Satellite imagery – already in widespread use, but new applications exist, including recognition technologies, “crowd-sourcing” and database integration.	Information technologies that could involve scientists, managers, enforcement authorities and the general public for monitoring, surveillance and data processing.
Analytical chemistry – applications of nanotechnology for biomedical science	Application of “laboratory on a chip” technologies to identify use of CITES-listed species in traditional medicines at the “point of control”.

*Key steps related to setting up a private equity fund supporting CITES implementation*

- a) **Enhanced technology review:** Research and consultation to ensure that a particular technological approach is indeed feasible from a scientific and an enforcement perspective. This requires a preliminary consultation process between technology specialists and CITES Authorities;

- b) **Initial business case for each chosen technology:** This included describing the process to develop an implementable technology (prototype, testing etc), market analysis, financial model, rollout, marketing and SWOT analysis;
- c) **Fund feasibility:** Initial proposal concerning structuring, management, strategy, governance, financial return, impact on CITES activities, draft term sheet etc. required for a go/no go decision to move to fund setup;
- d) **Fund initial setup:** Identification of investment focus, first set of investments, negotiations with partners, discussions with potential management team, finalizing economics and return model, production of materials, including pitch book, overview, web materials, draft PPM, etc.;
- e) **Fund pre-implementation:** Finalizing fund structure, partners, management, strategy, geography, investment opportunities etc and discussions with potential cornerstone investors, etc.; and
- f) **Fundraising, first closing, fund launch and operations:** Operational Private Equity fund operating over fund term (possibly 6+ years).

B. Financial Markets: The CITES Supporters exchange traded fund (ETF)

While dozens of new innovative finance projects have been undertaken in recent years, few of these activities have engaged directly with the financial services and asset management sector. And yet, it is the USD 100 trillion managed by financial institutions, pension funds, asset managers and Sovereign Wealth Funds (SWFs) that have potential to contribute sustainable long-term financing both at the global level as well as at the domestic level in grant implementing countries.

The exchange traded fund (ETF) is a passive investment fund (component are determined by an index and not by the active picking of stocks by a fund manager) listed by a financial institution for trading on stock exchanges. It is estimated that through 2012, the ETF market will see a compound annual growth rate (CAGR) of approximately 35% making them among the fastest growing types of securities and reflecting significant demand from both institutional and retail investors.

An ETF is built on an underlying index. The index for the ETF would contain a universe of companies that support the mission of the CITES. Examples of successful proof of concept of the attractiveness of such instruments exists in form of the Deutsche Bank “db-x trackers Global Fund Supporters ETF”, which is now trading on the Frankfurt and London stock exchanges. The uptake from top-tier financial sector partners such as Deutsche Bank and the National Bank of Abu Dhabi indicates that there is excellent potential to create products that not only meet investor needs for diversified asset allocation and performance but also, at no disadvantage to investors raise additional financing for public goods such protection of endangered fauna and flora. Given the size of the financial markets and the appeal of ETF products, revenue raised from index and ETF fees has the potential to scale up significantly over time. Moreover, unlike government pledges and philanthropic donations, this type of financing is additional, sustainable, predictable and complementary – thereby paradigmatic of innovative financing.

The funding generated by a CITES ETF will, without trade-offs, be additional to all current government and philanthropic contributions to the CITES. Given the size of the financial markets and the appeal of ETF products, revenue raised has the potential to scale up significantly over time.

*Key steps related to setting up a CITES-Supporters ETF*

- a) **Creation of the “CITES Universe”:** List of eligible companies and use the universe to narrow down constituents for index calculation; involves initial discussion with a top-tier index provider, for compiling and performance testing of the index;
- b) **Engaging an ETF provider:** discussions with a selected financial institution, which may be interested in structuring the ETF on behalf of CITES;
- c) **Securing seed investor:** Securing seed investment for the ETF; and
- d) **Structuring:** Discussions with Legal and ETF provider to draft and issue the ETF prospectus, launch and marketing on roadshows, etc.

### C. Corporate Social Responsibility: The CITES Affinity Program

CITES has a compelling story (including 40th anniversary celebrations/campaign) and potentially a strong brand, which may permit initiatives similar to Product (RED) to be considered. The luxury goods sector is growing and there may be opportunities to develop innovative financing collaborations with key industry players and trade associations.

One of the best-in-class examples of a large, long-term marketing campaign linked to a good causes is Product (RED), an initiative established in partnership with international brands such as American Express, Apple, Gap, Microsoft, Armani, Converse, Starbucks and many others. Since 2006, (RED) has donated funds derived from a percentage of the profits from these companies' (RED)-branded products. Product (RED) is one of the few innovative financing for health instruments that leverages new funding sources exclusively dedicated to HIV/AIDS and channels them through the Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria. Since its launch in 2006, RED has donated approximately US\$180 million to the Global Fund, but the sharp drop in contributions from its 2008 peak indicates that its reliance on consumer sentiment is precarious.

As a global umbrella with enforcement teeth to regulate international trade in wild fauna and flora, CITES is uniquely positioned to engage the modern, aware consumer most likely in the age group between 16-45 years in its cause. Specially branded consumer products could not only expand partner brand's social appeal but raise the awareness about CITES and its mission aside from funding for CITES endorsed projects such as capacity building for NDFs, the virtual college or other conservation/sustainable use projects at country levels. Long-term partnerships and short-term, one-off campaigns for example on the occasion of the 40th anniversary of the Convention could be considered.

There are a number of factors in consumer marketing and co-branding initiatives that need to be investigated further in discussion with potential industry partners, ideally based on opportunities potential transactions. These include the details of the revenue sharing agreements, especially the sales forecasts and time horizons of the mutual engagement, suitability of a single product or a product range from the CITES perspective and any potential conflict of interest related to any certification and regulation.

#### **4. Concluding Comments**

Our initial analysis and stakeholder consultations indicate that there is indeed substantial potential for developing an innovative financing portfolio in support of CITES objectives. The reasons for this include:

- CITES is a compelling “cause” and there is enthusiasm and substantial interest in species protection with groups such as technology entrepreneurs, the investment community, the Parties and their government-linked funds and multi-lateral institutions;
- CITES has many positive and “investible” attributes in terms of technologies, applications and devices and communications/information tools that constitute potential new markets and at the same time contribute in a positive manner to CITES implementation;
- There are real opportunities for private equity investment related to technology investments and education/awareness investments;
- CITES has a stakeholder “universe” that makes public financial market instruments worth investigating (for example, for an ETF);
- CITES is a robust corporate social responsibility “story” making it possible to develop CITES-linked consumer offerings to generate awareness and revenues to advance CITES objectives; and
- CITES unique position as a multi-country treaty makes it possible to develop innovative finance Public-Private-Partnerships (PPPs).